

# La Lettre. 18/

Automne 2016

## de la commission nationale de la coopération décentralisée



### > EDITORIAL



L'action internationale est devenue - ou devrait devenir - une dimension naturelle pour toutes les collectivités territoriales que ce soit dans notre voisinage européen ou au-delà sur les autres continents.

L'action extérieure des collectivités françaises est entrée dans une nouvelle ère : elle est devenue plus professionnelle, intègre davantage la dimension économique et l'attractivité de nos territoires, mobilise davantage les acteurs de tous ordres. Pour autant, les collectivités françaises doivent savoir travailler davantage en partenariat pour mutualiser leurs moyens à l'international, mieux évaluer leurs projets et faire de l'action internationale un axe structurant de toutes les politiques de leurs administrations, au-delà des directions spécialisées.

Pour tout cela, l'accompagnement de l'Etat (le MAEDI et la DAECT, les opérateurs, les postes diplomatiques) est indispensable et doit aussi s'adapter à la nouvelle donne actuelle. C'est tout l'objet du Livre Blanc « *Diplomatie et territoires* » qui sera présenté à la CNCD du 23 novembre.

Là aussi réside toute ma motivation à l'heure où je prends ces fonctions de vice-président de la CNCD. Un nouveau chapitre de l'action extérieure des collectivités s'ouvre, à nous de l'écrire ensemble.

#### François Rebsamen

Vice-président de la CNCD  
Président de la communauté urbaine du Grand Dijon

### > COMMISSION NATIONALE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

## Retour sur la CNCD du 4 juillet 2016



M. Jean-Marc Ayrault avec M. François Rebsamen, nouveau vice-président de la CNCD et M. Bertrand Fort. © MAEDI/F. de la Mure

### La session plénière de la CNCD du 4 juillet 2016 a fait le point sur l'évolution du cadre de l'AECT.

Après l'allocution du Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, la **Commission a validé** :

**L'élargissement de la Commission à de nouveaux membres** : France Urbaine, l'AIMF, l'AIRF, ainsi qu'Atout France, Business France, Expertise France, l'Institut français, France Volontaires, le CNFPT et le secrétariat (national) des Réseaux régionaux multi-acteurs (R.R.M.A.). Un décret sera proposé au Conseil d'Etat selon les procédures interministérielles d'usage.

**L'installation du nouveau vice-président** de la CNCD : M. François Rebsamen, maire de Dijon, président de la Communauté urbaine du Grand Dijon.

**Un débat général** a eu lieu sur l'évolution du cadre de l'action extérieure des collectivités territoriales. Il en est ressorti un consensus pour mieux articuler les actions de coopération décentralisée et le développement économique, pour valoriser plus que par le passé l'expertise des col-

## > COMMISSION NATIONALE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

lectivités territoriales, pour gérer pleinement les synergies avec les opérateurs de l'Etat, pour assurer la complémentarité des projets et financements entre l'Agence française de Développement (AFD) et la DAECT dans le contexte du rapprochement de l'Agence avec la Caisse des Dépôts et consignations.

**Présentation du Livre Blanc « Diplomatie et Territoires ».** Ce document, a été soumis fin juin à tous les membres de la CNCND et sera officiellement présenté dans son intégralité lors de la session plénière de la CNCND du 23 novembre 2016.

**Précisions sur la question des compétences des collectivités à l'international.** La Secrétaire d'Etat chargée des collectivités territoriales, Mme Estelle Grelier, a rappelé que la nouvelle répartition des attributions en droit interne et la suppression pour certains niveaux de collectivités de la clause générale de compétence ne

sauraient empêcher toutes les catégories de collectivités de poursuivre ou d'entreprendre des actions à l'international, même en dehors des sphères de compétence exclusive ou partagée qui leur sont assignées par la loi.

**Activités du Comité économique et groupes de travail de la CNCND.** Après avoir annoncé le redémarrage prochain des activités du Comité économique, et de ses auditions, provisoirement suspendues faute de moyens humains, le secrétaire général de la CNCND a souligné le bon fonctionnement du « chantier » Tourisme et coopération décentralisée. En ce qui concerne le chantier « Numérique et coopération décentralisée », c'est le maire adjoint de Lille, M. Akim Oural, qui en prend la direction.

**Bilan et perspectives des appels à projets (AAP).** Le secrétaire général a présenté un bilan résumé, s'appuyant sur les résultats 2015. Il a donné des explications

détaillées relatives aux AAP triennaux (biennaux pour les conseils régionaux), à l'AAP « Climat » et à celui relatif au sujet « Jeunesse et formation professionnelle », et sur les appels à projets bilatéraux, insistant sur la dimension « évaluation et suivi », la nécessaire coordination-mutualisation et le fort effet de levier qui s'attache à ces financements partenariaux.

**Rapport et débat sur l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'enjeux globaux.** Ce rapport, présenté par Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation du MAEDI, a fait état des acquis de la COP 21, où les pouvoirs locaux ont joué un rôle reconnu, et indiqué les priorités communes à promouvoir dans la perspective de la COP 22 et de la localisation des enjeux globaux.



### > SEMAINE DES AMBASSADEURS

## L'action extérieure des collectivités territoriales à l'honneur de la Semaine des Ambassadeurs 2016



La journée « Diplomatie et territoires » de la Semaine des Ambassadeurs 2016 © MAEDI/B. Chapiro

**Pour la première fois depuis sa création, la Semaine des ambassadeurs a traité de l'action extérieure des collectivités territoriales. Cette année, la journée entière du 31 août, était consacrée au thème « Diplomatie et territoires ».**

Dans son discours d'ouverture, M. Jean-Marc Ayrault a souligné la place importante que les collectivités territoriales françaises avaient désormais acquise sur la scène internationale, au service du rayonnement, de l'attractivité et de la solidarité de la France, le MAEDI leur apportant son plein soutien.

M. Jean-Michel Baylet, Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des collectivités territoriales, a ensuite ouvert la première table ronde, consacrée

à « *La montée en puissance de l'action internationale des conseils régionaux et des métropoles* », à laquelle participaient le Président délégué de l'ARF et Président de la région Centre-Val de Loire, M. François Bonneau, le secrétaire général de France Urbaine et Président de la Métropole de Nancy, M. André Rossinot et l'ambassadeur de France en Chine, M. Maurice Gourdault-Montagne. De nombreuses personnalités ont participé au débat qui a suivi telles MM Rodolphe Alexandre (Président de l'Assemblée de Guyane), Xavier Bertrand (Président de la région des Hauts de France), Rudy Salles (député) et Louis Giscard d'Estaing (Vice-président de l'Association des maires de France).

M. Gérard Larcher, Président du Sénat, est intervenu à l'issue de cette première table ronde et a rappelé le rôle constitutionnel du Sénat envers les collectivités territoriales et son propre engagement à l'international.

La seconde table ronde consacrée aux « *Nouveaux partenariats pour notre action internationale, mode d'emploi* » a abordé l'AECT de tous les niveaux de collectivités (villes et départements inclus). On aura noté les participations du Vice-Président de la CNCND et Président de la Communauté d'agglomération du Grand Dijon, M. François Rebsamen, du Président de CUF et Maire de Strasbourg, M. Roland Ries et enfin de la Directrice générale de Business France, Mme Muriel Pénicaud.

## Les appels à projets du MAEDI en soutien à la coopération décentralisée en 2016-2017



Le calendrier des appels à projets 2016-2017 en soutien à la coopération décentralisée comprend des projets bilatéraux, thématiques ainsi qu'un appel à projets généraliste. Cinq fonds conjoints ont été mis en place et sont cofinancés paritairement avec les gouvernements des partenaires étrangers. Il s'agit du Maroc, des Territoires palestiniens, du Mexique, de l'Argentine, du Sénégal et du Québec.

### Le calendrier des appels à projets 2016-2017 :

Appel à projets	Ouverture	Fermeture	Sélection des projets
<b>Franco-marocain</b>	01/12/2016	01/03/2017	2ème quinzaine de mars
<b>Franco-libanais</b>	01/12/2016	01/03/2017	2ème quinzaine de mars
<b>Franco-palestinien</b>	01/12/2016	31/03/2017	Mi-avril
<b>Franco-tunisien</b>	11/12/2016	31/03/2017	Mi-avril
<b>Franco-mexicain</b>	01/02/2017	15/03/2017	Mi-avril
<b>Franco-argentin</b>	01/12/2016	15/04/2017	Date à venir
<b>Franco-sénégalais</b>	01/02/2017	30/04/2017	Juin-juillet
<b>Appel à projets thématique</b>			
<b>Jeunesse</b>	15/01/2017	15/04/2017	Fin mai-début juin
<b>Appel à projets « généraliste »</b>			
<b>Annuel 2017</b>	01/12/2016	31/03/2017	Mi-mai

- **L'appel à projets triennal franco-marocain 2016-2018**, verra en 2017 l'ouverture de la deuxième tranche de financement. Les projets proposés devront privilégier les thématiques suivantes : gouvernance territoriale, services publics locaux, développement durable, développement économique local, jeunesse et insertion professionnelle.

- **L'appel à projets triennal franco-palestinien 2016-2018** ouvrira sa deuxième tranche de financement en 2017. Il privilégie les projets portant sur le développement rural, la gestion de l'eau et des déchets ainsi que la protection de l'enfance, l'égalité femmes-hommes, le tourisme et le développement économique des territoires.

- **L'appel à projets annuel franco-mexicain 2017** en soutien à la coopération décentralisée poursuit la dynamique des précédents appels et favorise de nouvelles coopérations entre les deux pays. Inscrit dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, ce 7<sup>ème</sup> appel à projets sera ouvert du 01/02/2017 au 15/03/2017.

- **L'appel à projets annuel franco-sénégalais 2017** vise à renforcer le développement économique local, l'appui institutionnel et le développement durable. La thématique du « développement durable et changement climatique », doit être intégrée de manière transversale dans tous les projets déposés. Il sera ouvert du 01/02/2017 au 15/04/2017.

- **L'appel à projets annuel franco-argentin 2017** sera ouvert du 01/12/2016 au 15/04/2017 (dates à confirmer). Les thématiques de cet appel à projets seront annoncées prochainement.

- **Le fonds d'appui triennal 2016-2018 franco-libanais** verra lui aussi l'ouverture de la deuxième tranche de financement en 2017. Cet appel à projets triennal vise à renforcer les capacités de gouvernance territoriale. La durée d'exécution des projets sera de 24 mois, pour les projets présentés jusqu'au 31 janvier 2017.

- **Le fonds d'appui 2017 à la coopération décentralisée franco-tunisienne** vise à renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales tunisiennes ou de leurs groupements par des actions de formation des agents territoriaux. Les thématiques de l'environnement, de la gestion des services techniques des collectivités locales, du renforcement des liens entre territoires ruraux et urbains ainsi que le renforcement des partenariats publics/privés sont privilégiés. L'appel à projets sera ouvert du 01/12/2016 au 31/03/2017.

- **L'appel à projets thématique « jeunesse III »** soutiendra en 2017 des projets relatifs à la mobilité internationale des jeunes et à la formation professionnelle. Il sera ouvert du 15/01/2017 au 15/04/2017.

## 7ème Forum de l'action internationale des collectivités



**Cités Unies France a organisé la 7ème édition du Forum de l'action internationale des collectivités les 4 et 5 juillet à Paris.**

Premier forum qui met à l'honneur l'action internationale des collectivités territoriales, ce grand rendez-vous a rassemblé plus de 1500 participants venus de plus de 30 pays. Ce forum a été une nouvelle fois l'occasion de réunir les professionnels de l'action internationale des collectivités, élus et agents territoriaux, et les différentes associations fédérant ces acteurs.

M. André Vallini, Secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie, a ouvert la session plénière en transmettant notamment un message du Président de la République.

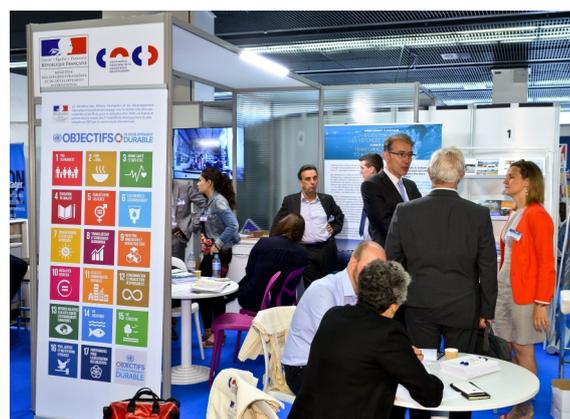
De nombreuses conférences ont reflété la diversité des sujets rencontrés par les collectivités dans leurs partenariats de coopération décentralisée.

La DAECT s'est impliquée dans plusieurs tables-rondes : « *Après la COP21, quelles avancées de la coopération décentralisée pour le climat ?* » ; « *L'action internationale comme politique publique, le pari des villes latino-américaines* » ; « *La mise en œuvre locale des ODD pour des sociétés inclusives* » ; « *Agriculture, climat, alimentation, quels échos des territoires ?* » ; « *Repenser la coopération culturelle comme levier stratégique de développement local* » ; « *Présentation de l'appel à projets Jeunesse II* ». Les participants du Forum ont également pu rencontrer l'équipe de la DAECT sur son stand.

Des réunions de groupe-pays se sont déroulées en parallèle des conférences et la séquence « *Regards croisés sur la coopération franco-coréenne* » a encadré le lancement du groupe-pays Corée à CUF (voir page 6).



Discours de M. André Vallini lors de la séance plénière du Forum, le 5 juillet © Cités Unies France



Stand de la DAECT sur le Forum © Cités Unies France

## Retour sur le 99ème congrès de l'AMF

**Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne a inauguré le 99ème congrès de l'Association des Maires de France, particulièrement orienté vers l'international.**

Libre-échange transatlantique, accueil des migrants en Europe, électrification de l'Afrique ou compétition pour l'accueil des Jeux olympiques... Autant de questions abordées lors de l'édition 2016 du salon. Concernant le traité de libre-échange transatlantique, les élus ont fait part de leur inquiétude concernant les services publics. Ainsi, M. Jean-Claude Lenoir, sénateur de l'Orne et président de la commission des affaires économiques du Sénat a notamment rappelé qu'« en Europe, 87% des services publics sont ouverts à des pays tiers tandis qu'aux Etats-Unis seuls 35% le sont à l'Europe ». Sur la question des migrants, François Decoster, maire de Saint-Omer, a souligné la nécessité pour l'Europe de « partager le même projet ». Une meilleure coordination de la part des Etats est attendue. D'autres engagements ont été pris, notamment pour l'électrification de l'Afrique qui passe, selon les Maires, par le renforcement de partenariats franco-africains. Enfin, l'AMF a apporté son soutien à la ville de Paris dans sa candidature pour l'accueil des Jeux olympiques de 2024.

### Le mot de l'AMF

Le Congrès des maires et des présidents d'intercommunalités qui s'est tenu du 31 mai au 2 juin 2016, a eu cette année une forte dimension internationale : en ouverture, deux élues africaines sont venues partager leur expérience avec les maires français et présenter l'initiative Energies pour l'Afrique et un point d'information était également consacré à l'action extérieure des collectivités territoriales. Une délégation de responsables d'associations d'élus de 11 pays partenaires de l'AMF participait à ce Congrès durant ces trois jours.

**Julia Barbier**  
Conseillère technique  
Commission des Affaires  
européennes et international  
de l'AMF



## ACTUALITÉS



### Lauréats de l'appel à projets « Jeunesse II » : plus de 220 jeunes bénéficieront de mobilités dans le cadre de projets de coopération décentralisée

Le MAEDI, le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, et le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, ont ouvert le 15 juin 2016 l'appel à projets « Jeunesse II » afin de soutenir des projets de coopération décentralisée en matière de formation professionnelle et de mobilité des jeunes en volontariat. Le comité de sélection, réuni le 20 octobre, a sélectionné 17 projets lauréats correspondant à un budget de 1 554 297 €.

74 collectivités territoriales françaises et étrangères de tous niveaux, urbaines et rurales, s'engagent sur 17 projets mettant la thématique de la jeunesse au cœur de leurs projets de coopération. En 2017, ce sont donc 226 jeunes qui partiront en mobilité, en formation professionnelle ou en volontariat.

Cet appel à projets a permis de financer des projets concernant :

**Des mobilités de jeunes français et étrangers dans le cadre du volontariat** pour enrichir, par des missions de coordination, de communication, de valorisation, les projets de coopération décentralisée ; **des mobilités de jeunes apprenants et de leurs formateurs**, s'inscrivant des jumelages entre établissements de formation ; **un renforcement des offres et des cursus de formation professionnelle** en France et à l'étranger.

### Intervention de la DAECT au Comité permanent de la mobilité européenne et internationale des jeunes (CPMEI)

Le CPMEI, présidé par M. Patrick Kanner, Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, rassemble l'ensemble des acteurs concernés par la mobilité des jeunes, qu'elle soit d'engagement ou apprenante, et définit la stratégie permettant de développer l'offre de mobilité ainsi que de diversifier les publics de jeunes concernés. M. Bertrand Fort, délégué à l'AECT, est intervenu lors de ce comité, le 13 octobre, pour rappeler que la coopération décentralisée permettait à la fois de multiplier l'offre de mobilité mais aussi de diversifier les profils, puisque les projets sont ancrés dans les territoires et associent les acteurs de la société civile, ainsi que les entreprises ou encore les établissements scolaires et de formation. Il a en outre souligné l'importance des projets équilibrés, qui prennent aussi en compte l'accueil de jeunes étrangers sur le territoire français.

#LaBougitude

61 % des jeunes ont développé une ou plusieurs compétences lors de leur expérience de mobilité.

#PRIORITÉ JEUNESSE

Extrait de la campagne « #LaBougitude » © Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports



### La Fondation Schneider Electric soutient les appels à projets en soutien à la coopération décentralisée « Jeunesse » du MAEDI

Le MAEDI (DGM/DAECT) a signé une convention de coopération avec la Fondation Schneider Electric qui a soutenu financièrement l'appel à projets « Jeunesse II » et soutiendra l'appel à projets « Jeunesse III » qui sera ouvert du 15 janvier 2017 au 15 avril 2017. La Fondation Schneider Electric a pour mission de contribuer à réduire la fracture énergétique partout dans le monde, elle appuie notamment le développement des cursus de formation professionnelle relatifs aux énergies durables dans les pays émergents.



M. Gilles Vermot-Desroches (Schneider Electric) et M. Christophe Katsahian (Délégué adjoint DAECT) signent la convention.

### L'appel à projets de Erasmus+ et de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ)

Erasmus+ vient de lancer un [appel à propositions 2017](#) sur les thématiques de la jeunesse et de la mobilité. Il s'adresse à « tout organisme public ou privé œuvrant dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport ».

L'OFAJ a également lancé un appel à projet « [Diversité et participation](#) » dont l'objectif est de « soutenir la diversification des publics bénéficiant des programmes de l'OFAJ et de sensibiliser les sociétés face aux mécanismes d'exclusion.



### Collectivités lauréates de l'appel à projets « Mobilité internationale des jeunes 2015-2016 » : où en sont-elles ?

À l'occasion de la Journée du volontariat français, le MAEDI donne la parole aux jeunes partis en mobilité pour participer aux projets de coopération décentralisée de leur collectivité afin qu'ils partagent leurs expé-

riences, leurs apports ou leurs difficultés, ainsi qu'à plusieurs collectivités qui se sont mobilisées pour leur offrir cette opportunité.

Découvrez les projets menés par les collectivités lauréates de l'appel à projets « Mobilité internationale des jeunes 2015-2016 » sur [France Diplomatie](#).

## ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

### AFRIQUE

#### BÉNIN

##### Les 2èmes Assises de la coopération décentralisée franco-béninoise à Cotonou

Souhaitées vivement par les collectivités béninoises et françaises, ces assises reflètent la densité des flux de partenariats, parmi les plus nombreux de l'action extérieure des collectivités françaises. Du 3 au 5 novembre, au Palais des Congrès de Cotonou, préparées par l'ambassade de France et les ministères béninois de la décentralisation et de la gouvernance locale et des affaires extérieures et de la coopération, elles ont également bénéficié de l'appui du Groupe Pays de CUF, de l'Association Nationale des Communes du Bénin et de la DAECT.



Réunion des participants aux assises de la coopération décentralisée franco-béninoise. © Cités Unies France

La délégation venue de France (plus de 50 personnes, dont 15 collectivités de différents niveaux) et les 250 participants béninois, ont débattu, avec intelligence et conviction, pour une extension des relations. Au-delà de la participation active des opérateurs de l'Etat (AFD et France volontaires notamment), la présence de communes de Wallonie, de la délégation de l'Union Européenne était encourageante. Plus généralement, le cadre lui-même de ces Assises a témoigné du désir de démocratie participative béninoise pour plus de décentralisation et d'affirmation du rôle des collectivités pour l'atteinte des ODD au Bénin.

#### SÉNÉGAL

##### Appel à projets 2017 du dispositif conjoint annuel

Les coopérations décentralisées françaises avec le Sénégal sont parmi les plus importantes en nombre de collectivités françaises impliquées. Pour valoriser cette importance, les deux gouvernements ont décidé en 2013 de mettre en œuvre un dispositif conjoint d'appels à projets annuel.

Ouvert en 2015, un appel à projets a été renouvelé en 2016 et est cofinancé à parité par les deux gouvernements. La fin de l'année 2016 est consacrée à l'analyse et l'évaluation des projets en voie d'achèvement ou clôturés. Pour 2017, l'ouverture de l'appel à projets franco-sénégalais est prévue en février.

A noter que le groupe-pays Sénégal de CUF a un nouveau président, M. Mickaël VALLET, maire de Marennes-Oléron et membre de la CNCD.



Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre sénégalais de la gouvernance locale, et Bertrand Fort délégué à l'AECT au MAEDI, échantent avec les collectivités françaises autour des processus de décentralisation et de la coopération décentralisée franco-sénégalaise

Pour en savoir plus : [l'appel à projets franco-sénégalais 2016 sur France Diplomatie](#)

### EUROPE

#### AFFCRE

##### Coopération au développement : Valoriser les impacts sur les territoires (réunion du 6 octobre, à Arras)

Dans le cadre du « Partenariat Stratégique » signé entre la Commission Européenne et Platforma, l'AFFCRE s'est engagée à mener plusieurs initiatives. La valorisation de la coopération au développement est un des principaux axes traité lors de l'atelier « Coopération au développement : Valoriser les impacts sur les territoires » tenu le 6 octobre à Arras à l'invitation du Département du Pas-de-Calais. Cette réunion s'inscrit dans l'objectif d'organiser une conférence européenne en 2017. Son objectif sera de construire collectivement des outils pratiques de communication et d'évaluation, afin de faciliter la valorisation des coopérations au développement auprès des citoyens.

Christophe Chaillou  
Directeur général de l'AFFCRE



#### HONGRIE

##### 4èmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-hongroise

Ces Rencontres ont permis de faire le point sur l'état des coopérations décentralisées franco-hongroises et ont souligné la volonté des acteurs de diversifier les actions et de les rendre visibles.

[Retrouvez notre article sur France Diplomatie](#)

#### POLOGNE

##### L'AFCCRE crée un groupe-pays Pologne

En lien avec la DAECT et les ambassades de France et de Pologne, l'AFCCRE met en place un groupe de travail France-Pologne animé par M. Thibaut Guignard, Premier Vice-Président des Côtes d'Armor.

La réunion d'installation du groupe de travail France-Pologne de l'AFCCRE s'est tenue le 17 novembre 2016 au Quai d'Orsay.

La 2ème réunion du Comité de Pilotage de l'accès des collectivités territoriales au financement européen s'est tenue le 10 novembre au MAEDI. Au programme : un point d'actualité sur la mise en œuvre des programmes européens ; un retour et échanges sur les auditions réalisées auprès des agents territoriaux et une présentation du dispositif opérationnel et du calendrier de la formation.

[Plus d'informations sur le site de l'AFCCRE](#)

## ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE / AMÉRIQUES

### QUÉBEC

#### Clôture de l'appel à projets du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD) pour 2017-2018

Le FFQCD est géré paritairement par le MAEDI (DAECT) et le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. L'appel à projets pour (2017-2018), ouvert le 17 juin, a été clos le 16 octobre. Les résultats seront annoncés prochainement.

### COLOMBIE

#### Atelier sur la coopération décentralisée franco-colombienne (12 octobre à Bogota)

Un séminaire s'est tenu le 12 octobre, en marge du 5<sup>e</sup> sommet des élus locaux et régionaux organisé par Cité et Gouvernements locaux unis (CGLU), au sein de l'Université du Rosario.



Vue panoramique de Bogota © Aventurecolombia.com

L'Ambassade de France en Colombie, l'AFD, CUF, Régions de France, la DAECT, l'Association présidentielle de coopération, la fédération des municipalités de Colombie, et une dizaine de collectivités colombiennes ont participé à ce séminaire qui a été l'occasion de poser la question de la dynamisation de la coopération décentralisée entre CUF et la Colombie. À ce jour les liens de coopération entre collectivités françaises et colombiennes sont trop peu nombreux, et il convient de les encourager sur les enjeux communs.

Cités Unies France a annoncé la création d'un groupe pays Colombie. Les collectivités territoriales françaises intéressées pour travailler avec les autorités locales en Colombie peuvent se faire connaître auprès de Felicia MEDINA [f.molina@cites-unies-france.org](mailto:f.molina@cites-unies-france.org) à Cités Unies France.

### HAÏTI

#### Signature d'un protocole d'accord entre Haïti et le CNFPT

Un protocole d'accord pour poursuivre l'accompagnement de l'Etat haïtien dans la structuration et la mise en place d'une

fonction publique territoriale au sein des collectivités territoriales, suite à l'installation récente des 144 maires des communes haïtiennes a été signé le 7 septembre 2016 à Paris.

Cela fait suite à une première collaboration mise en œuvre entre 2009 et 2013 et fixe les grands axes de partenariat et les thématiques sur lesquelles le CNFPT et le MICT envisagent de collaborer. Il offre ainsi un cadre de référence pour mobiliser l'expertise française dans le cadre des différents projets et programmes dont il assure ou va assurer la maîtrise d'ouvrage. Les collectivités territoriales françaises sont invitées à mobiliser leur expertise relevant de la gouvernance institutionnelle et de la démocratie locale dans le cadre de leur partenariats de coopération décentralisée. Ce protocole, sera mis en œuvre durant les 3 prochaines années (2017-2019).



S.E.M. Elisabeth Beton Delègue, Ambassadeur de France en Haïti, M. Christian Dupuy, Maire de Suresnes, M. François Anick Joseph, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, Mme Vanessa Lamothe Maignon, Ambassadeur d'Haïti en France et M. Vincent Potier, Directeur général du CNFPT.

### MEXIQUE

#### Publication d'un manuel pour initier un projet de coopération décentralisée par l'Ambassade de France.

Afin d'encourager la mise en place de projets pérennes et équilibrés, un manuel destiné aux collectivités territoriales mexicaines, le « *Manual para iniciar una cooperación descentralizada* », présente l'organisation territoriale française, s'appuie sur les bonnes pratiques des coopérations existantes, et permet aux candidats de mieux définir leur projet et de trouver un partenaire.

Le prochain appel à projets annuel franco-mexicain sera ouvert du 1<sup>er</sup> février au 15 mars 2017



Couverture du «Manual para iniciar una cooperación descentralizada»

## ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE / ASIE

### CHINE

#### La coopération décentralisée franco-chinoise mise à l'honneur à Chengdu



Discours de Jean-Marc Ayrault lors de la cérémonie d'ouverture.

Les 5èmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise se sont tenues du 28 au 30 octobre à Chengdu (Sichuan). Organisées conjointement par la DAECT, Cités Unies France et l'Ambassade de France, et par l'Association du Peuple chinois pour l'Amitié avec l'étranger (APCAE), la Province du Sichuan et la ville de Chengdu, ces Rencontres

ont rassemblé près de 600 participants. Une délégation française était composée de 120 participants et une vingtaine de collectivités étaient représentées. M. **Jean-Marc Ayrault**, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international a ouvert les travaux. Huit prix de la coopération décentralisée ont été remis à des collectivités françaises et à leur partenaire chinois, selon des thématiques diverses : solidarité, développement durable, échange interculturel, Arts de vivre...

Les prochaines assises seront accueillies en 2018 par la région Occitanie.

#### XIe Table-ronde des maires français et chinois



Clôture de la XIe Table-ronde © France Urbaine

Le Comité France-Chine du MEDEF International, France Urbaine et l'Institut de Politique Etrangère du Peuple Chinois (CPIFA) ont organisé les 26 et 27 septembre la XIème Table-ronde des maires français et chinois à Toulouse et à Paris, réunissant près de 350 collectivités autour de la thématique « Les villes en mutation ». M. ZHANG Dejiang, Président de l'Assemblée nationale du Peuple chinois, a présidé la clôture.

[Plus d'informations sur le site de France Urbaine.](#)

### CORÉE DU SUD

#### Lancement du groupe-pays Corée de Cités Unies France

Début juillet, de nombreuses collectivités coréennes (35) ont participé au 7ème Forum de l'action internationale des collectivités locales (voir page 3) dans le cadre des Années croisées France-Corée, avec le soutien du Centre coréen des collectivités (GAOK). La session « Regards croisés sur la coopération franco-coréennes », ouverte par l'Ambassadeur de la République de Corée en France, M. Chul Min MO, a encadré le lancement officiel du groupe-pays Corée de Cités Unies France. Actuellement, une dizaine de projets de coopération décentralisée franco-coréenne sont en cours.

### JAPON

#### L'innovation au cœur des 5èmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée à Tours

Tours a magnifiquement accueilli les 5èmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée les 5 et 6 octobre 2016. Co-organisé par CUF, CLAIR et la DAECT, cet événement biennuel a réuni 180 participants, représentant 23 collectivités françaises et 18 collectivités japonaises.



L'Hôtel de ville de Tours aux couleurs des 5èmes Rencontres franco-japonaises. © Cités Unies France

Le thème retenu pour cette édition était « *L'innovation, facteur de dynamisme économique et de rayonnement international pour les collectivités japonaises et françaises* », thématique de l'année de l'innovation franco-japonaise. Les collectivités ont pu présenter des projets phares au cours de trois ateliers consacrés à l'économie, l'industrie, le tourisme, la culture, et l'urbanisme.

Initiées à Nancy en 2008, les prochaines Rencontres seront accueillies par Kumamoto en 2018, année qui célébrera également le 160ème anniversaire de l'amitié franco-japonaise.

[Retrouvez la déclaration finale sur le site de l'événement](#)

### VIETNAM

#### Grand succès des 10èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne à Can Tho



Cérémonie de clôture des 10èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne. © Cités Unies France

Du 14 au 16 septembre, se sont déroulées Les 10èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne à Can Tho (Vietnam). Elles ont réunis 1200 participants (dont 240 français) autour du thème : « *Vers des partenariats économiques et durables plus efficaces* », dont Mme Martine Pinville, Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire.

Cet événement a rencontré un franc succès grâce à la richesse des débats en ateliers, la dimension économique qu'elle a revêtu, associée à une foire commerciale, des journées culturelles franco-vietnamiennes et la signature de cinq conventions de partenariat. Le président du groupe-pays Vietnam de CUF, M. Jean-Claude Dardelet, Adjoint au Maire de Toulouse, a clos l'événement en se voyant remettre le drapeau de ville hôte. Ainsi, Toulouse accueillera les prochaines Assises en 2019.

[Plus d'informations sur France Diplomatie](#)

### ACTUALITÉS



#### La campagne web « Coopération décentralisée et Habitat 3 »

Du 17 au 20 octobre, la DAECT a fait découvrir sur [France Diplomatie](#) le lien entre les enjeux internationaux développés lors de la Conférence Habitat 3 et les actions des collectivités territoriales dans le développement urbain durable : les coopérations décentralisées du Département de Meurthe et Moselle –avec les provinces de Loja (Équateur), de la région de Piura (Pérou), celle de Viterbo (Italie) dans le programme Eau sans frontières ; la coopération entre Paris et Medellín (Colombie) pour développer la mobilité durable, ainsi que le programme Eco-Miasto, porté par l'Ambassade de France en Pologne avec les collectivités polonaises ont ainsi été mises en valeur.

#### Lancement de la plateforme en ligne pour la localisation des ODD

Lors du 5ème Sommet mondial des gouvernements locaux et régionaux, la Taskforce globale des gouvernements Locaux et régionaux (GTF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ont lancé la plate-forme virtuelle [www.localizingthesdgs.org](http://www.localizingthesdgs.org).

Lieu de partage d'informations (outils, événements, débats en ligne, etc.), cette plateforme a pour vocation de promouvoir et de soutenir l'appropriation et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et des Objectifs de développement durable par les gouvernements locaux et régionaux, acteurs cruciaux pour impliquer et toucher de manière durable les territoires.



#### Succès de la conférence Habitat 3 : Adoption du nouvel agenda urbain le 20 octobre à Quito.

La feuille de route des Nations unies sur l'urbanisation durable pour les prochaines décennies, qui a été adoptée, est le fruit du travail de l'ensemble des acteurs internationaux, nationaux et locaux de la ville.

#### La campagne web « Coopération décentralisée et Habitat 3 » en images



Récupération des Albarradas sur la zone transfrontalière. Les albarradas sont des techniques d'irrigation ancestrales utilisées par les civilisations pré-incariques pour stocker l'eau en période de pluie. Coopération Meurthe et Moselle-Loja. © Conseil provincial de Loja



Le métrocable installé par la communauté urbaine de Medellín permet d'accéder à certains quartiers moins développés de la ville. Coopération Paris-Medellin. © Santiago Betancur



Leszek Drogosz, Directeur des infrastructures de la ville de Varsovie lors de la conférence de presse du lancement de l'initiative 2016 à l'Ambassade de France à Varsovie. © Ambassade de France à Varsovie

#### En régions

#### Assises de la coopération et de la solidarité internationales en Bourgogne-Franche Comté (Dijon, 08.11.2016)

Le MAEDI, le MEEM et l'AFD ont présenté la stratégie de la France pour une mise en œuvre effective des ODD. Le PNUD, les collectivités et la société civile sont revenus sur la mise en œuvre de l'agenda 2030 tant à l'échelle globale que territoriale.

#### Le Président de l'Association sud-africaine des gouvernements locaux élu président de CGLU, Mme Anne Hidalgo et M. Roland Ries élus co-présidents

M. Mpho Parks Tau, Président de l'Association sud-africaine des gouvernements locaux et Conseiller de Johannesburg a été élu Président de CGLU.

Tahir Akyürek, Maire de la municipalité métropolitaine de Konya (Turquie), Ada Colau, Maire de Barcelone, (Espagne), Wen Guohui, Maire de Guangzhou (Chine), Roland Ries, Maire de Strasbourg, (France) Président de Cités Unies France, Mauricio Rodas, Maire de Quito (Equateur) et Anne Hidalgo, Maire de Paris, et Présidente de la Commission Permanente pour l'Egalité des Genres, ont été élus co-présidents de CGLU.



Le président Mpho Parks Tau aux côtés des co-présidents de CGLU

#### Congrès mondial de CGLU : l'engagement et l'Agenda d'action de Bogota

Le Conseil mondial, principal organe directeur de CGLU (Cités et Gouvernements locaux unis), a approuvé « [l'Engagement et l'Agenda d'action de Bogota](#) ».

Ils résultent d'un vaste processus consultatif approfondi auprès des membres de CGLU du monde entier, notamment les dirigeants élus et les professionnels des gouvernements locaux représentant les métropoles, les villes périphériques et intermédiaires, les petites villes et les administrations régionales. Ces consultations ont inclut les débats organisés dans le cadre des processus mondiaux, tels que l'Agenda 2030 et Habitat III, ainsi que ceux réalisées par CGLU pour le quatrième [Rapport de l'Observatoire mondial de CGLU sur la démocratie locale et de la décentralisation \(GOLD IV\)](#), « Co-crée le futur urbain »



## ACTUALITÉS



### Lauréats de l'appel à projets Climat II

Dans la perspective de la COP 22 (Marrakech, 7 - 28 novembre 2016), le MAEDI, la Fondation Schneider Electric et le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (MEEM) ont proposé un **second appel à projets Climat** visant à soutenir la coopération décentralisée dans ce domaine. Les lauréats ont été annoncés le 28 septembre à l'occasion de Climate Chance, le sommet mondial des acteurs non-étatiques engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique.

15 candidats ont finalement été sélectionnés et donneront prochainement à découvrir leur approche territoriale du climat !

[Retrouvez les lauréats de l'appel à projets sur France Diplomatie](#)

### Signature de la convention triennale entre pS-eau et la DAECT

Depuis 30 ans, le MAEDI et le pS-Eau sont engagés ensemble dans des actions visant à soutenir et promouvoir la coopération des collectivités territoriales dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

En 2015, 23,1 millions d'euros ont pu être mobilisés par les collectivités territoriales et les agences de l'eau en ayant recours au dispositif, soit 85% de la contribution totale en matière d'action extérieure des collectivités territoriales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.



*Bertrand Fort, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales et Pierre-Frédéric Teniere-Buchot, Président de pS-eau signent une convention triennale lors du Sommet Climate Chance.*



### Climate Chance - Nantes Le Premier sommet mondial des acteurs non-étatiques pour le climat s'est tenu à Nantes du 26 au 28 septembre 2016.

Avec plus de cinquante pays représentés, le sommet mondial « Climate Chance » organisé à Nantes fait le trait d'union entre la Cop21 de Paris et la Cop22 de Marrakech.

Ronan Dantec, Sénateur de Loire-Atlantique, et porte-parole « climat » de CGLU, a plaidé pour « une radicalisation de la coopération ». Les points saillants des coalitions ont été remis aux Championnes du Climat, Hakima El Haité et Laurence Tubiana, ainsi qu'au Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon.

Voir la [déclaration du sommet de Nantes](#).

Voir le [dossier bilan réalisé par Cités Unies France](#).



*Ouverture du sommet Climate Chance des acteurs non-étatiques engagés en faveur du climat © Climate Chance 2016 - Franck Tomps*

### RENDEZ-VOUS

#### La DAECT et la Délégation pour la société civile du MAEDI à la COP 22 le 15 novembre



L'objectif de cet événement était de montrer comment la France, à travers une action concertée entre l'Etat (et le MAEDI en particulier), la société civile, les collectivités territoriales et le secteur privé, dont l'expérience et l'expertise de terrain sont des vecteurs reconnus et indispensables, travaillent à la mise en œuvre de l'accord de Paris. Cet événement a été l'occasion de faire entendre la voix des élus français engagés dans la coopération décentralisée pour le climat, avec leurs partenaires marocains ainsi que des ONG et du secteur privé.

[Plus d'information sur France Diplomatie](#)

## > L'ÉQUIPE DE LA DAECT / AGENDA

**Bertrand Fort** Délégué pour l'AECT ; Secrétaire général de la CNCD  
[bertrand.fort@diplomatie.gouv.fr](mailto:bertrand.fort@diplomatie.gouv.fr)

**Christophe Katsahian** Délégué adjoint à l'AECT  
[christophe.katsahian@diplomatie.gouv.fr](mailto:christophe.katsahian@diplomatie.gouv.fr)  
- Amériques (sauf Caraïbes et Amérique centrale)

**Patrick Audebert** Chargé de mission  
[patrick.audebert@diplomatie.gouv.fr](mailto:patrick.audebert@diplomatie.gouv.fr)  
- Caucase  
- SG adjoint de la CNCD

**Lisa Bonnet** Chargée de mission pour le partenariat PNUD-DAECT  
[lisa.bonnet@diplomatie.gouv.fr](mailto:lisa.bonnet@diplomatie.gouv.fr)  
- Jeunesse, Formation professionnelle, Aide publique au développement (APD)  
- Amérique centrale et Caraïbes, Mexique

**Isabelle Edet** Chargée de mission  
[isabelle.edet@diplomatie.gouv.fr](mailto:isabelle.edet@diplomatie.gouv.fr)  
- Tourisme, numérique.  
- Afrique orientale, Afrique australe et Océan Indien

**Edith Harzic** Chargée de mission  
[edith.harzic@diplomatie.gouv.fr](mailto:edith.harzic@diplomatie.gouv.fr)  
- Comité économique de la CNCD, Réseau des conseillers diplomatiques auprès des Préfets de région  
- Balkans

**Marie-Laure Martial** Chargée de mission  
[marie-laure.martial@diplomatie.gouv.fr](mailto:marie-laure.martial@diplomatie.gouv.fr)  
- Climat, agriculture, sécurité alimentaire, développement durable, eau et assainissement, transport et habitat, financements européens, coopérations transfrontalières  
- Union Européenne et autres pays européens

**Pauline May** Chargée de mission  
[pauline.may@diplomatie.gouv.fr](mailto:pauline.may@diplomatie.gouv.fr)  
- Communication  
- Asie et Océanie

**Pierre Pougnaud** Rapporteur général de la CNCD et Conseiller juridique auprès du Délégué

**Anne-Marie Mevel Reingold** Chargée de mission  
[anne-marie.reingold@diplomatie.gouv.fr](mailto:anne-marie.reingold@diplomatie.gouv.fr)  
- Culture et patrimoine, francophonie, partenariats avec les associations de collectivités territoriales  
- Moyen Orient et Méditerranée

**Pierre Roy-Lamoureux** Secrétariat financier / gestion – Budget  
[pierre.roy-lamoureux@diplomatie.gouv.fr](mailto:pierre.roy-lamoureux@diplomatie.gouv.fr)

**Joël Savary** Chargé de mission  
[joel.savary@diplomatie.gouv.fr](mailto:joel.savary@diplomatie.gouv.fr)  
- Réseaux régionaux multi-acteurs  
- Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

**Elsa Stigliani** Secrétariat  
[elsa.stigliani@diplomatie.gouv.fr](mailto:elsa.stigliani@diplomatie.gouv.fr)

## AUTRES RENDEZ-VOUS, ÉVÉNEMENTS [CONSULTER L'AGENDA](#)

**23 novembre** : Commission nationale de la coopération décentralisée (Paris)

**26-27 novembre** : 16<sup>ème</sup> sommet de la Francophonie (Antananarivo)

**28 novembre** : Conférence « éducation à la citoyenneté : pour un monde solidaire » (Paris)

**30 novembre** : 4<sup>ème</sup> forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée (Tanger)

**30 novembre** : Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (CICID)

**1er décembre** : Assemblée générale de l'Association internationale des Régions Francophones (Kinshasa)

**1-2 décembre** : Assises de la coopération décentralisée franco-arméniennes (Erevan)

**6 décembre** : Cérémonie des 75 ans de l'AFD (Paris)

**8-9 décembre** : Assises de la coopération décentralisée franco-marocaines (Rabat)

**9 décembre** : Partenariat pour un gouvernement ouvert (Paris)

**13-14 janvier 2017** : 27<sup>ème</sup> sommet Afrique-France

**Erratum** : Dans la lettre d'info n° 17, les RRMA de Lorraine et d'Aquitaine ont été inversés. Il faut ainsi noter :

- Aquitaine : Cap Coopération ([www.capcooperation.org](http://www.capcooperation.org) - contact@capcooperation.org)

- Lorraine : Réseau MultiCooLor ([www.multicolor.org](http://www.multicolor.org) - contact@multicolor.org)

## RETROUVEZ LA LETTRE D'INFO DE LA CNCD SUR INTERNET [Lire la lettre de la CNCD](#)



Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)  
Secrétariat général : Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)

Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international  
Ministère des Affaires étrangères et Du Développement international  
57, boulevard des Invalides—75 007 Paris  
Téléphone : 01 43 17 62 64  
[secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr](mailto:secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr)  
[www.diplomatie.gouv.fr/cncd](http://www.diplomatie.gouv.fr/cncd)